

## PLF 2020 : ce qu'a dit Frédérique Vidal aux députés pour le dernier budget avant la LPPR

Paris - Publié le jeudi 24 octobre 2019 à 18 h 38 - Actualité n° 166281

- L'ANR bénéficie de davantage de moyens d'intervention en 2020.
- Le projet de budget vise à une meilleure participation des Français dans les programmes européens.
- Le nouveau dialogue stratégique avec les universités implique aussi un nouveau fonctionnement avec les collectivités.
- « Nous commençons à voir les effets de la loi ORE. »
- Les Eespig disposeront de 3 M€ supplémentaires...

Ce sont quelques-uns des sujets abordés par Frédérique Vidal, ministre de l'Esri, lors de son audition par la commission des affaires culturelles et de l'éducation de l'Assemblée nationale, le 23/10/2019 dans la soirée, dans le cadre de l'examen du projet de loi de finances 2020.

Elle évoque aussi la réforme du mécénat d'entreprise, le futur hôpital Grand Paris-Nord ou les campus connectés.

Ce projet de budget est le dernier avant la discussion de la LPPR (loi de programmation pour la recherche) prévue en 2020, rappelle la ministre aux députés. Autre échéance majeure en 2020 : la préparation de la prochaine génération des CPER, « qui contribuent très fortement au financement de la recherche ».

Frédérique Vidal souligne un « alignement des calendriers tout à fait remarquable », car « dès 2021 » entreront en vigueur la programmation pluriannuelle de la LPPR, les CPER et le programme européen Horizon Europe, qui est « le plus important programme de recherche en préparation dans le monde ».

---

### Ce qu'a dit Frédérique Vidal aux députés

News Tank reprend l'ensemble des sujets évoqués par la ministre en réponse aux questions des députés de la commission des affaires culturelle et de l'éducation.

ANR

« L'ANR bénéficiera de 32,7 M€ de capacités d'engagement supplémentaires cette année. Le taux de succès était de 9,4 % en 2014, nous serons à 16 % en 2020. Il ne faut pas confondre les AE et les CP. Ce qui est important c'est qu'on ait ajouté 32,7 M€ aux capacités d'engagement. »

En effet, les crédits de paiements de l'ANR affichent une baisse entre la loi de finances initiale 2019 et le PLF 2020 : ils passent de 859 508 à 738 046 € (- 14,1 %). Néanmoins le PLF indique que les crédits « font l'objet d'une correction technique sans impact sur les crédits effectivement versés nets de mise en réserve qui sont stables par rapport à la gestion 2019. (...) Ainsi, malgré la baisse apparente, la dotation d'intervention effectivement versée à l'ANR sera en progression de 30 M€ en AE par rapport à celle de 2019 ».

### Financements européens

Le PLF prévoit une augmentation de 3,2 M€ (+63,9 %) de l'action européenne et internationale afin d'améliorer la participation des Français aux appels à projets européens. Des moyens qui doivent permettre, selon la ministre, « d'accompagner les chercheurs et de les libérer de tâches administratives de remplissage » de dossiers.

### Collectivités territoriales

Le nouveau dialogue de gestion stratégique du Mesri avec les établissements, généralisé en 2020 et doté de 50 M€, doit notamment comporter « des temps de travail avec les collectivités territoriales », souligne Frédérique Vidal. L'enjeu, selon la ministre, est d'« aligner le financement venant de l'État et des collectivités territoriales autour des projets stratégiques des établissements ». Elle y voit « une nouvelle façon de travailler avec les collectivités ».

Frédérique Vidal évoque par ailleurs le rapport à venir du sénateur Jean-François Rapin, qui s'intéresse au financement de la recherche par les collectivités territoriales. Comme il l'indiquait à News Tank le 07/10/2019, il remettra le rapport budgétaire spécial sur la recherche à la commission des finances du Sénat à la mi-novembre 2019.

### Aides au mérite

Les aides au mérite destinées aux boursiers qui obtiennent une mention « très bien » au baccalauréat diminuent de 5 M€ dans le PLF, passant de 44,18 M€ à 39,19 M€. Interpellée à ce sujet, la ministre déclare qu'il s'agit d'une « dépense de guichet » et que « s'il y a plus de mentions très bien, on en servira plus ».

« On voit diminuer le montant de cette dépense, car depuis 2016, l'aide a été baissée de 1 600 à 900 € », selon Frédérique Vidal.

### GVT et dialogue de gestion

« Les schémas d'allocation des moyens et le GVT sont extrêmement variables d'un établissement à l'autre, cela dépend du passage au RCE et de la façon dont ils ont anticipé les départs à la retraite et l'évolution de la masse salariale », déclare Frédérique Vidal.

Ainsi, le « poids du GVT n'est pas le même dans chaque établissement, il peut être positif ou négatif » en fonction des promotions ou au contraire des départs, dont il faut faire la moyenne. « Nous avons fait le choix de calculer cette moyenne dans le cadre du dialogue stratégique et non plus de façon automatique », souligne Frédérique Vidal.

### Le bilan de la loi ORE

Sur l'amélioration des taux de réussite des étudiants liée à l'investissement de l'État via la loi ORE, la ministre indique que des évaluations globales sont en cours de remontée via les universités et que le Hcéres conduit une étude.

Elle signale que « les doyens des Staps ont suivi très précisément l'impact qu'ils ont chiffré à +11,7 points de réussite supplémentaire ».

Elle fait aussi valoir que l'accès des étudiants boursiers dans l'enseignement supérieur s'améliore. Ils sont, selon elle, « +5 % à cette rentrée ; +8 % en CPGE ; 22 000 lycéens boursiers de plus ont intégré l'enseignement supérieur cette année ».

| « Nous commençons à voir les effets de la loi ORE », affirme-t-elle.

Un peu plus tard, en réponse à une autre question, elle affirme que 43 M€ sont prévus pour des actions de remédiation et des formations destinées aux étudiants les plus fragiles. « Nous tiendrons l'engagement du Premier ministre de consacrer 1 Md€ au plan étudiant », dont 300 M€ de crédits budgétaires et 350 M€ de crédits du PIA ont déjà été mobilisés.

### Eespig

Les établissements labellisés Eespig se voient attribuer 3 M€ supplémentaires et vont bénéficier de la reconnaissance du grade de licence, indique la ministre. « Nous continuons donc à travailler avec eux, ils sont essentiels dans le paysage de l'ESR ».

Elle précise également que le Mesri leur applique un taux de mise en réserve de 7 %, contre 8 % de manière globale sur les autres programmes de la Mires, et une somme forfaitaire de 30 M€ pour les universités.

Selon le PLF 2020, 74,9 M€ sont prévus pour les établissements d'enseignement supérieur privé d'intérêt général.

- Au 01/07/2019, 61 établissements portaient la qualification d'Eespig, dont quatre établissements sont placés sous tutelle du ministère chargé de l'agriculture et n'ont pas vocation à recevoir de subventions du Mesri.
- Le CCESP devra se prononcer sur de nouvelles demandes de qualification en 2019 (quatre demandes ont été identifiées à ce stade) et 2020, ainsi que sur 17 des renouvellements de qualification dans le cadre de la vague E (2020 à 2024).

### L'emprunt pour les universités

« L'emprunt [pour les universités] peut paraître séduisant, mais il augmenterait la dette maastrichtienne. Ce n'est pas la meilleure idée du monde, mais on y réfléchit, même si c'est juridiquement complexe », dit Frédérique Vidal.

Elle répond à une question sur l'enjeu de la rénovation énergétique des bâtiments universitaires. À ce propos, elle estime que le futur CPER « peut aider » et rappelle que le PLF 2018 a étendu le principe de spécialité des établissements à la valorisation du patrimoine immobilier.

#### La décision du Conseil constitutionnel sur la gratuité

La décision du Conseil constitutionnel indique que « le principe de gratuité est essentiel, mais que des droits d'inscription modiques peuvent s'appliquer. Nous attendons la définition du Conseil d'État sur ce que peuvent être des droits d'inscription modiques », affirme Frédérique Vidal.

Le Conseil constitutionnel « dit aussi que ces droits peuvent être variables en fonction des ressources et là nous sommes pleinement dans le plan Bienvenue en France », qui prévoit une augmentation des droits d'inscription pour les étudiants, mais aussi des exonérations plus nombreuses, ajoute-t-elle.

#### Le mécénat d'entreprise

La réforme fiscale prévue par le PLF en matière de mécénat d'entreprise est « source de beaucoup de questionnements et d'interrogations », constate la ministre. Le gouvernement prévoit en effet de baisser le taux de réduction d'impôt du mécénat des entreprises de 60 % à 40 % à partir d'un seuil de 2 M€ de dons.

Mais, souligne-t-elle, « les dons moyens sont de 660 k€ pour les grandes entreprises et ce qui va être impacté ce sont les entreprises qui dépasseront les 2 M€ de mécénat. Il va falloir mesurer l'impact, mais au regard de ce qu'on a constaté, on est en dessous. »

#### Le futur campus hospitalo-universitaire du Grand Paris-Nord

Le futur campus hospitalo-universitaire du Grand Paris-Nord doit voir le jour sur un site unique à Saint-Ouen. Son coût est estimé à 1 Md€, partagés entre l'AP-HP et l'État.

Ce sera une « structure hospitalière et de formation absolument exceptionnelle », dit Frédérique Vidal. Le campus regroupera, sur un site unique, une structure hospitalière qui abritera les activités médico-chirurgicales des hôpitaux Bichat (Paris 18<sup>e</sup>) et Beaujon (Clichy) et une structure universitaire réunissant les activités d'enseignement et de recherche de l'UFR de médecine de l'université Paris Diderot (devenue Université de Paris) et de l'UFR d'odontologie pour l'ensemble de l'Île-de-France.

Le coût du volet universitaire est « estimé à un peu plus de 375 M€ incluant le foncier ». « Nous avons identifié le foncier à acquérir et les moyens financiers pour le faire. C'est un projet qui est effectivement lancé. Le montage financier complet se fera pendant l'année 2020. Nous attendons la construction pour 2023. »

#### Les campus connectés

« Nous avons beaucoup de candidatures [de collectivités souhaitant accueillir un campus connecté] pour la rentrée [2020]. Un appel à projets sera lancé dans les prochaines semaines pour que l'on puisse étudier les dossiers », déclare Frédérique Vidal.

La ministre prévoit d'en ouvrir notamment « en outre-mer et dans les territoires de l'hémisphère Sud, au mois de février, pour permettre aux jeunes d'entrer en études au deuxième semestre, qui pour eux est le début de l'année universitaire, ou [pour leur permettre] de se préparer pendant six mois à venir étudier dans les universités de l'Hexagone ».

« Un peu plus d'une centaine d'étudiants se sont inscrits cette année, sachant qu'on les a ouverts un peu tard, et qu'il y a assez peu d'informations données sur ces campus », dit Frédérique Vidal.

Les Inspé

Interrogée sur la mise en place des Inspé, elle répond : « On avance sur le programme, les universités travaillent sur les cursus pour la rentrée 2020. » Et précise que des financements proviendront du PIA avec l'action « territoires d'innovation pédagogique ».

## **Les grandes masses du budget de la Mires présentées par Frédérique Vidal**

## 10 % des crédits nouveaux de l'Etat

- Le budget du Mesri est composé de 25,35 Md€ en CP hors contribution au CAS (compte d'affectation spéciale) pensions.
- C'est + 500 M€ par rapport à 2019, un effort considérable qui représente à lui seul 10 % des crédits nouveaux de l'Etat.
- S'y ajoutent 140 M€ des recettes de la CVEC versées directement aux établissements et Crous.

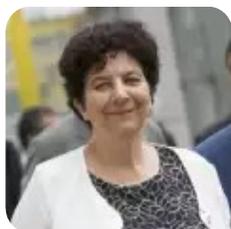
## Priorité à l'emploi et à l'attractivité des carrières

« L'emploi et l'attractivité des carrières » est une priorité affichée avec 28 M€ pour le PPCR dans les organismes de recherche pour soutenir les politiques RH.

- Le CNRS déploiera un pack d'accueil d'un montant de 10 k€ pour les nouveaux chargés de recherche pour un total de 2,5 M€.
- Inria mettra en place des « tenure track » permettant d'attirer de jeunes talents .

Par ailleurs, 2,5 M€ sont prévus pour la création de l'Inrae. Et les moyens dédiés à l'IA augmentent de « 100 % », passant de 17 à 38 M€.

## Frédérique Vidal



Parcours	Depuis	Jusqu'à
Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation Ministre	Mai 2017	Aujourd'hui
Université Nice Sophia Antipolis Présidente	Avril 2012	Mai 2017
Université Nice Sophia Antipolis Professeure des universités en Sciences de la vie	2004	2017
Université Nice Sophia Antipolis Directrice de la faculté des sciences	2009	2012
Université Nice Sophia Antipolis Directrice du département Sciences de la vie	2005	2008
Université Nice Sophia Antipolis Maîtresse de conférences	1995	2004
Institut national de la santé et de la recherche médicale Membre extérieur du conseil scientifique régional	1999	2003

Fiche n° 4719, créée le 18/06/14 à 10:19 - MàJ le 30/09/19 à 18:52

© News Tank 2019 - Code de la propriété intellectuelle : « La contrefaçon (...) est punie de trois ans d'emprisonnement et de 300 000 euros d'amende. Est (...) un délit de contrefaçon toute reproduction, représentation ou diffusion, par quelque moyen que ce soit, d'une oeuvre de l'esprit en violation des droits de l'auteur. »